

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 2001 — 1700

[C — 2001/27356]

31 MAI 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les mesures d'accompagnement relatives aux immeubles d'habitation situés dans la deuxième zone (zone B) du plan d'exposition au bruit des aéroports relevant de la Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne;

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, notamment l'article 1^{er} bis;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 20 juillet 2000 portant sur l'accord-cadre visant les conditions du développement des aéroports régionaux et les mesures environnementales y relatives;

Vu la délibération du Gouvernement wallon du 8 novembre 2000 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 novembre 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 novembre 2000;

Vu l'avis n° 30.921/4 du Conseil d'Etat, donné le 9 mars 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat;

Considérant, dans la perspective du développement durable, qu'il s'impose de mettre en œuvre des solutions adéquates pour réduire les effets négatifs dans les deuxième, troisième et quatrième zones du plan d'exposition au bruit des aéroports relevant de la Région wallonne;

Considérant, en effet, que la détermination d'un plan d'exposition au bruit aéroportuaire basé sur un inventaire permanent des niveaux d'exposition et complété par des mesures d'accompagnement, objet du présent arrêté, anticipe efficacement les recommandations du cinquième programme d'action et de protection de l'environnement de l'Union européenne;

Considérant que le plan d'exposition au bruit aéroportuaire définit des zones géographiques où, par suite de l'obligation d'utiliser à l'atterrissage et au décollage une même route, le Gouvernement fixe une nuisance sonore continue dont la valeur de l'indicateur L_{dn} est :

- en zone A : $70 \text{ dB (A)} \leq L_{dn}$;
- en zone B : $65 \text{ dB (A)} \leq L_{dn} < 70 \text{ dB (A)}$;
- en zone C : $60 \text{ dB (A)} \leq L_{dn} < 65 \text{ dB (A)}$;
- en zone D : $55 \text{ dB (A)} \leq L_{dn} < 60 \text{ dB (A)}$;

Considérant qu'il convient de fixer, pour la zone B, les mesures tendant à favoriser le placement, dans les immeubles bâtis affectés totalement ou partiellement à l'habitation, des dispositifs destinés à réduire le bruit, à l'absorber ou à remédier à ses inconvénients;

Considérant que, à cet égard, il y a lieu de distinguer les mesures prises pour les aéroports selon que ceux-ci sont utilisés ou non entre 22 h et 7 h;

Sur la proposition du Ministre qui a la gestion aéroportuaire dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° Ministre : le Ministre qui a la gestion aéroportuaire dans ses attributions;

2° organisme : la Direction générale des Services techniques du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports ou l'organisme désigné à cet effet par le Gouvernement;

3° responsable de l'organisme : le secrétaire général du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports ou la personne en charge de la gestion journalière de l'organisme ou son délégué;

4° demandeur : * la personne physique, morale de droit ou d'intérêt public ou morale de droit privé qui, à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la zone B est :

- propriétaire d'un immeuble d'habitation;
- titulaire d'un droit d'emphytéose ou de superficie sur un immeuble d'habitation;
- titulaire d'un bail à loyer, pour un même immeuble d'habitation, ne venant pas à échéance avant deux ans à dater de l'envoi de la demande d'aide visée à l'article 4;
- titulaire d'un droit d'usufruit;

* est également considéré comme propriétaire au sens du présent arrêté, la personne qui reçoit l'immeuble par donation ou par succession d'une personne remplissant les conditions visées ci-dessus;

5° immeuble d'habitation : à la date de la demande, le bien utilisé exclusivement ou partiellement pour l'habitation et ayant fait l'objet d'un permis de bâtir ou d'urbanisme obtenu antérieurement à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la zone B. Sont également visés les biens antérieurs à l'entrée en vigueur de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, soit le 22 avril 1962;

6° principales pièces de nuit : une chambre à coucher aménagée par personne domiciliée dans l'immeuble d'habitation concerné, à la date de la demande d'aide;

7° principales pièces de jour : toute pièce, partie de pièce ou espace intérieur autre que les halls d'entrée, les dégagements, les locaux sanitaires, les buanderies, les débarras, les caves, les greniers non aménagés, les annexes non habitables, les garages, les locaux à usage professionnel;

8° affaiblissement du bruit : l'isolement brut normalisé « Dn, T » route

9° travaux : les travaux d'insonorisation repris à l'annexe du présent arrêté, s'ils sont mentionnés dans le dossier d'avant-projet visé à l'article 7, § 2, et s'ils sont réalisés par un entrepreneur tel que défini au 10° ci-dessous.

Le terme "montant des travaux" concerne un montant hors T.V.A.;

10° entrepreneur : les entreprises répondant aux prescriptions définies par le Ministre;

11° estimateur privé : l'association solidaire et conjointe d'un architecte et d'un ingénieur acousticien répondant aux prescriptions définies par le Ministre;

12° aide : aide financière.

CHAPITRE II. — *Champ d'application*

Art. 2. § 1^{er}. Aux conditions fixées par le présent arrêté, la Région accorde une aide en vue de favoriser le placement dans des immeubles d'habitation bâtis, de dispositifs destinés à réduire le bruit généré par l'activité des aéroports relevant de la Région wallonne, à l'absorber ou à remédier à ses inconvénients.

§ 2. Caractéristiques de l'immeuble d'habitation :

L'immeuble d'habitation doit être situé dans la zone B du plan d'exposition au bruit des aéroports relevant de la Région wallonne.

En cas de bâtiment comportant plusieurs logements, les travaux portant sur les parties communes au logement ne sont pris en considération que si l'ensemble des logements font l'objet d'une demande d'aide. Dans ce cas, les travaux aux parties communes sont pris en considération pour chaque demande au prorata des parts indivises liées au logement objet de la demande.

§ 3. Performances acoustiques :

Pour l'aéroport de Liège-Bierset, l'objectif de performance à atteindre dans la ou les principales pièces de nuit des immeubles d'habitation est un affaiblissement du bruit de 42dB (A).

Pour l'aéroport de Liège-Bierset et l'aéroport de Charleroi-Bruxelles Sud, l'objectif de performance à atteindre dans la ou les principales pièces de jour des immeubles d'habitation est un affaiblissement du bruit de 38 dB (A).

Le Ministre arrête les modalités de contrôle de l'affaiblissement du bruit.

§ 4. Spécificité de l'aide : Pour un même logement, l'aide ne peut être accordée qu'une seule fois mais éventuellement peut faire l'objet d'une demande complémentaire justifiée par une évolution de la situation familiale dans la limite des montants visés à l'article 3 du présent arrêté.

Pour les travaux qui auront été subsidiés dans le cadre du présent arrêté, l'aide ne peut être cumulée avec une autre aide octroyée par la Région.

CHAPITRE III. — *Montant de l'aide*

Art. 3. § 1^{er}. Le montant de l'aide pour l'aéroport de Liège-Bierset est fixé à 100 % du montant des travaux mentionnés dans la notification visée au chapitre VII sans pouvoir excéder 15 000 euros ou BEF 605 099.

Lorsque plus de quatre personnes sont domiciliées dans un même logement, ce plafond est majoré de 15 % par personne domiciliée supplémentaire, à concurrence du nombre de pièces de nuit existantes telles que définies à l'article 1^{er}, 6°.

§ 2. Le montant de l'aide pour l'aéroport de Charleroi-Bruxelles Sud est fixé à 100 % du montant des travaux mentionnés dans la notification visée au chapitre VII sans pouvoir excéder 10 000 euros ou BEF 403 399.

§ 3. Le montant de l'aide est majoré du coût de l'intervention de l'estimateur privé sans qu'il ne puisse être supérieur à un plafond fixé de commun accord entre la Région wallonne et le groupe des acousticiens et architectes réunis, conformément aux termes d'une convention cadre traduite dans un arrêté ministériel.

Le dossier d'avant-projet est réalisé par l'estimateur privé qui s'engage à respecter les tarifs fixés par la Région en concertation avec les associations de professionnels concernés.

§ 4. Le Ministre établit une convention type entre le demandeur et l'estimateur privé fixant les missions, les responsabilités, les honoraires et la manière de les honorer. Cette convention est proposée aux demandeurs dans leurs relations contractuelles avec les estimateurs privés.

§ 5. Toutefois, lorsque le dossier d'avant-projet réalisé par l'estimateur privé établit que le montant de l'aide visé aux §§ 1^{er} et 2 est insuffisant, le dossier est soumis pour avis à un expert indépendant désigné par la Région. Le rapport dudit expert est transmis pour avis conforme à une commission technique dont la composition et l'objet sont fixés par le Gouvernement.

Le Ministre peut sur base de cet avis conforme déroger au plafond d'aide.

CHAPITRE IV. — *Procédure de demande*

Art. 4. Le demandeur adresse sa demande d'aide à l'organisme, par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception, au moyen du formulaire dont la forme et le contenu sont arrêtés par le Ministre.

Art. 5. § 1^{er}. Si le dossier est complet, l'organisme notifie au demandeur, par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception, sa décision d'acceptation ou de rejet de la demande, dans les quarante-cinq jours de la date de réception du formulaire.

§ 2. Si le dossier est incomplet, l'organisme adresse au demandeur, dans le même délai, par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception, un relevé des pièces manquantes et précise que la procédure recommence à partir de la réception de celles-ci.

§ 3. En l'absence de décision de l'organisme, dans le même délai, le demandeur peut inviter le responsable de l'organisme à prendre la décision sur son dossier.

Art. 6. § 1^{er}. Le demandeur peut introduire un recours motivé auprès du Ministre, par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception :

1. dans les trente jours de la réception de la décision de rejet visée à l'article 5, § 1^{er};
 2. dans les trente jours de la réception de la décision de rejet du responsable de l'organisme visée à l'article 5, § 3;
- § 2. Dans les soixante jours à dater de la réception du recours, le Ministre notifie sa décision au demandeur.

A défaut, le demandeur peut, dans un délai de quinze jours, par envoi recommandé à la poste, adresser un rappel au Ministre.

A défaut de l'envoi de la décision du Ministre dans les trente jours, à dater de la réception du rappel, la décision dont recours est confirmée.

CHAPITRE V. — *Dossier d'avant-projet et estimation des travaux*

Art. 7. § 1^{er}. Dans les nonante jours de la date de l'accusé de réception de la demande, l'organisme adresse au demandeur l'état des lieux architectural et acoustique de l'immeuble d'habitation.

Le demandeur et l'estimateur privé choisi par ce dernier disposent d'un délai de quinze jours pour l'examiner et informer l'organisme de remarques éventuelles. Si nécessaire, un nouvel état des lieux contradictoire est réalisé endéans les trente jours.

§ 2. Sur base de l'état des lieux visé au paragraphe précédent, l'estimateur privé établit le dossier d'avant-projet dont le contenu est déterminé par le Ministre et qui comporte notamment une description de l'immeuble d'habitation bâti, la définition des pièces de nuit et des pièces de jour retenues pour les travaux d'insonorisation, l'affaiblissement acoustique à atteindre dans chaque pièce à traiter, ainsi que le cahier des charges comprenant au moins la liste, le descriptif, l'ordre de priorité et l'estimation du montant des travaux à effectuer.

L'estimateur privé s'engage sur les solutions techniques proposées dans le dossier.

Les travaux d'insonorisation subsidiables sont ceux qui figurent à l'annexe du présent arrêté.

Ce dossier d'avant-projet est transmis à l'organisme par le demandeur.

Art. 8. § 1^{er}. L'organisme dispose d'un délai de trente jours pour notifier, par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception, son approbation au demandeur sur le contenu administratif du dossier.

Toutefois, l'organisme se réserve le droit de faire part au demandeur d'éventuels commentaires.

§ 2. Dans ce même délai et à défaut d'approbation, l'organisme renvoie, par pli recommandé à la poste avec accusé de réception, le dossier accompagné de ses remarques au demandeur et précise que la procédure recommence à partir de la réception du dossier d'avant-projet complété.

§ 3. En l'absence de décision envoyée dans ce délai, le demandeur peut inviter le responsable de l'organisme à prendre décision sur le dossier d'avant-projet.

Art. 9. A titre exceptionnel, lorsque aucune solution ne peut être trouvée en raison des spécificités techniques ou urbanistiques d'un immeuble d'habitation bâti, l'organisme peut, sur base d'un rapport technique établi par la commission visée à l'article 3, § 5, refuser de donner son approbation à l'exécution des travaux et proposer le rachat de l'immeuble selon une procédure de gré à gré. Le Ministre détermine les modalités d'application de cette disposition.

Art. 10. § 1^{er}. Le demandeur peut introduire un recours motivé auprès du Ministre, par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception, dans les trente jours de la réception de la décision visée à l'article 8, § 2, à l'article 8, § 3 et à l'article 9.

§ 2. Dans les soixante jours à dater de la réception du recours, le Ministre notifie sa décision au demandeur.

A défaut, le demandeur peut, dans un délai de quinze jours, par envoi recommandé à la poste, adresser un rappel au Ministre.

A défaut de l'envoi de la décision du Ministre dans les trente jours, à dater de la réception du rappel, la décision dont recours est confirmée.

CHAPITRE VI. — *Exécution des travaux*

Art. 11. § 1^{er}. Les travaux ne peuvent être entrepris qu'à dater de la notification de l'approbation du contenu administratif du dossier d'avant-projet par l'organisme et après consultation d'un ou plusieurs entrepreneurs visés à l'article 1^{er}, 10, sur base du dossier d'exécution établi par l'estimateur privé.

Les travaux soumis à l'application de l'article 84 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine ne peuvent être entrepris avant l'obtention du permis d'urbanisme requis.

§ 2. Les travaux doivent être réalisés dans les vingt-quatre mois à dater de la notification de l'approbation du dossier d'avant-projet. L'estimateur privé doit en assurer le suivi.

Dans des circonstances exceptionnelles, le Ministre peut proroger ce délai de douze mois. La demande de prolongation dûment motivée doit être introduite, par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception, trente jours avant l'expiration du délai de vingt-quatre mois.

§ 3. L'organisme se réserve le droit de visiter les lieux, en cours de réalisation des travaux de même qu'au terme de ceux-ci.

CHAPITRE VII. — *Liquidation de l'aide à l'insonorisation*

Art. 12. § 1^{er}. Pour obtenir la liquidation de l'aide, le demandeur adresse à l'organisme, par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception, une déclaration d'achèvement des travaux cosignée par l'estimateur privé et l'entrepreneur dont la forme est arrêtée par le Ministre.

Le demandeur y joint tout document établissant l'effectivité de la réalisation des travaux en ce compris les factures relatives à ceux-ci et la note d'honoraires relative aux prestations de l'estimateur privé.

Cette déclaration est accompagnée en outre de l'attestation par l'estimateur privé garantissant le résultat de l'affaiblissement du bruit obtenu par rapport à l'objectif fixé dans le dossier d'avant-projet visé à l'article 7, § 2.

§ 2. Dans les soixante jours de la réception des documents visés au paragraphe précédent, l'organisme peut procéder à la vérification de l'obtention de la performance acoustique visée à l'article 2, § 3 du présent arrêté. Le Ministre arrête les modalités de mesures de réception des travaux.

Dans ce même délai, après la vérification de la conformité de la déclaration d'achèvement des travaux et de l'attestation de l'estimateur privé visées au paragraphe précédent avec le dossier d'avant-projet, l'organisme notifie au demandeur, par envoi recommandé à la poste, avec accusé de réception, sa décision définitive d'octroi détaillant le calcul du montant de l'aide qui lui est alloué et procède à la liquidation de l'aide.

Dans ce même délai et à défaut d'approbation, l'organisme informe le demandeur des motifs pour lesquels une telle décision définitive ne peut lui être notifiée et précise que la procédure recommence à partir de la réception des documents visés au § 1^{er}.

En l'absence de décision envoyée dans ce délai, le demandeur peut inviter le responsable de l'organisme à prendre décision sur la décision définitive du montant de l'aide allouée.

Le Ministre arrête les conditions et les modalités de liquidation de l'aide.

Art. 13. § 1^{er}. Le demandeur peut introduire un recours motivé auprès du Ministre, par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception, dans les trente jours de la réception de la décision visée à l'article 12, § 2, alinéas 2, 3 et 4.

§ 2. Dans les soixante jours à dater de la réception du recours, le Ministre notifie sa décision au demandeur.

A défaut, le demandeur peut, dans un délai de quinze jours, par envoi recommandé à la poste, adresser un rappel au Ministre.

A défaut de l'envoi de la décision du Ministre dans les trente jours, à dater de la réception du rappel, la décision dont recours est confirmée.

CHAPITRE VIII. — Remboursement de l'aide

Art. 14. S'il est constaté par l'organisme que les performances acoustiques visées à l'article 2, § 3, ne sont pas atteintes, l'estimateur privé et l'entrepreneur qui ont réalisé les travaux sont tenus, dans un délai ne pouvant excéder cent vingt jours, de prendre toutes les dispositions nécessaires pour remédier efficacement à la situation. Passé ce délai et si les performances acoustiques ne sont toujours pas atteintes, l'estimateur privé et l'entrepreneur sont tenus solidairement de rembourser le montant de l'aide sans délai. Le recouvrement est exécuté à l'initiative de l'Administration par la Division de la Trésorerie du Ministère de la Région wallonne.

Art. 15. S'il est constaté par l'organisme que les conditions imposées au demandeur par le présent arrêté ne sont pas respectées, celui-ci est tenu de rembourser le montant de l'aide sans délai. Le recouvrement est exécuté à l'initiative de l'Administration par la Division de la Trésorerie du Ministère de la Région wallonne.

CHAPITRE IX. — Dispositions transitoires ou particulières

Art. 16. Dans des circonstances exceptionnelles, le Ministre peut accorder une dérogation aux dispositions du présent arrêté.

Art. 17. Le Ministre est autorisé à étendre le champ d'application des dispositions prévues aux articles 3, § 1^{er}, et 3, § 2, aux personnes visées à l'article 1^{er}, 3°, situées dans les zones C et D et hors zones du plan d'exposition au bruit tel que déterminé par le Gouvernement, à la seule condition qu'il soit démontré qu'elles subissent une nuisance sonore, exprimée en L_{dn} , égale ou supérieure à 65 dB (A) et inférieure à 70 dB (A) et telle que cet indicateur est défini dans l'article 1^{er} bis de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit.

Le Ministre détermine les conditions dans lesquelles est apportée la preuve qu'une personne subit une nuisance sonore exprimée en L_{dn} égale ou supérieure à 65 dB (A) et inférieure à 70 dB (A) ainsi que les modalités d'introduction de la demande et de paiement de l'aide et les délais y afférents.

CHAPITRE X. — Dispositions finales

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* pour l'aéroport de Liège-Bierset et le jour de la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté délimitant la zone B pour tout autre aéroport relevant de la Région wallonne.

Art. 19. Le Ministre qui a la gestion aéroportuaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 31 mai 2001.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA.

ANNEXE 1

Liste des travaux subsidiables.

Remplacement des vitrages existants par des vitrages à haute performance acoustique.

Remplacement de la menuiserie extérieure (châssis et portes).

Placement des fenêtres en applique.

Placement de bouches d'entrée d'air acoustiques.

Remplacement des portes intérieures et de trappes d'accès.

Placement d'un doublage sur les versants de la toiture ou renforcement du revêtement.

Placement d'un doublage sur le plancher du comble.

Placement d'un faux-plafond acoustique.

Pose d'un silencieux (cheminée, hotte, etc..).

Rebouchage d'entrées d'air.
 Placement d'une ventilation mécanique.
 Renforcement acoustique et/ou condamnation des coffres à volet.
 Renforcement acoustique et/ou condamnation des boîtes aux lettres

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2001 fixant les mesures d'accompagnement relatives aux immeubles d'habitation situés dans la deuxième zone du plan d'exposition au bruit (zone B) des aéroports relevant de la Région wallonne.

Namur, le 31 mai 2001.

Le Ministre-Président,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E. , de la Recherche et des Technologies nouvelles,
 S. KUBLA

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 2001 — 1700

[C — 2001/27356]

31. MAI 2001 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der auf die in der zweiten Zone (Zone B) des Lärmbelastungsplans der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, gelegenen Wohnhäuser anwendbaren Begleitmaßnahmen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 23. Juni 1994 über die Schaffung und den Betrieb von Flughäfen und Flugplätzen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen;

Aufgrund des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung, insbesondere des Artikels 1bis;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2000 über das Rahmenübereinkommen bezüglich der Bedingungen für die Entwicklung der regionalen Flughäfen und der diesbezüglichen Umweltmaßnahmen;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2000 bezüglich des Antrags auf ein Gutachten des Staatsrats innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des am 7. November 2000 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 8. November 2000 abgegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 9. März 2001 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 30.921/4 des Staatsrates;

In der Erwägung, dass es in Aussicht auf eine nachhaltige Entwicklung zwingend geboten ist, dringende und angemessene Lösungen anzuwenden, um die negativen Auswirkungen in den zweiten, dritten und vierten Zonen des Lärmbelastungsplans der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, zu senken;

In der Erwägung, dass in der Tat die Bestimmung eines den Gegenstand des vorliegenden Erlasses darstellenden Fluglärmbelastungsplans, der auf einem regelmäßig aufgestellten Inventar des Belastungspegels beruht und durch Begleitmaßnahmen ergänzt wird, den Leitlinien des 5. Aktionsprogramms für den Umweltschutz und der Europäischen Union zuvorkommt;

In der Erwägung, dass in dem Fluglärmbelastungsplan geographische Zonen festgelegt werden, in denen die Regierung aufgrund der Verpflichtung, sowohl beim Lande- als auch beim Startvorgang dieselbe Flugroute zu benutzen, eine anhaltende Lärmbelastung festgelegt, mit einem Wert L_{dn} von:

- in der Zone A: $70 \text{ dB(A)} \leq L_{dn}$;
- in der Zone B: $65 \text{ dB(A)} \leq L_{dn} < 70 \text{ dB(A)}$;
- in der Zone C: $60 \text{ dB(A)} \leq L_{dn} < 65 \text{ dB(A)}$;
- in der Zone D: $55 \text{ dB(A)} \leq L_{dn} < 60 \text{ dB(A)}$;

In der Erwägung, dass für die Zone B Maßnahmen festzulegen sind, die darauf abzielen, in den Gebäuden, die vollständig oder teilweise zu Wohnzwecken bestimmt sind, Vorrichtungen zur Verringerung, zur Dämpfung oder zur Behebung der nachteiligen Auswirkungen des Lärms anzubringen;

In der Erwägung, daß diesbezüglich zwischen den für die Flughäfen getroffenen Maßnahmen zu unterscheiden ist, je nachdem, ob diese in der Zeit zwischen 7 und 22 Uhr eingesetzt werden oder nicht;

Auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung der Flughäfen gehört,

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Begriffsbestimmungen

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung der Flughäfen gehört;

2° Einrichtung: die Generaldirektion der technischen Dienststellen des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen oder die zu diesem Zweck von der Regierung bezeichnete Einrichtung;

3° Verantwortlicher der Einrichtung: der Generalsekretär des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen oder die mit der täglichen Geschäftsführung der Einrichtung beauftragte Person oder deren Stellvertreter;

4° Antragsteller: *die natürliche, juristische Person öffentlichen Rechts oder Interesses, oder juristische Person privaten Rechts, die zum Datum des Inkrafttretens des Erlasses zur Abgrenzung der Zone B:

- Eigentümer eines Wohnhauses ist;
- Inhaber eines Erbpachtrechts oder eines Erbbaurechts an einem Wohnhaus ist;
- Inhaber eines Mietvertrags für ein gleiches Wohnhaus ist, der nicht vor zwei Jahren ab der Einsendung des in Artikel 4 erwähnten Antrags auf Beihilfe verstreicht;
- Inhaber eines Nießbrauchrechts ist;

* die Person, die das Gebäude durch Schenkung oder Erbschaft von einer Person erhält, welche die oben erwähnten Bedingungen erfüllt, wird ebenfalls als Eigentümer betrachtet;

5° Wohnhaus: das zum Datum des Antrags ausschließlich oder teilweise zu Wohnzwecken benutzte Immobilien-gut, das Gegenstand einer Bau- oder Städtebaugenehmigung war, die vor dem Inkrafttreten des Erlasses zur Abgrenzung der Zone B gewährt wurde. Die vor dem Inkrafttreten des Grundlagengesetzes vom 29. März 1962 der Raumordnung und des Städtebaus, das heißt vor dem 22. April 1962, erbauten Güter sind ebenfalls betroffen;

6° Hauptschlafräume: ein Schlafzimmer pro Person, die in dem betroffenen Wohnhaus zum Datum des Antrags auf Beihilfe wohnhaft ist;

7° Hauptwohnräume: jeder andere Raum, Raumteil oder Innenraum außer den Eingangshallen, Korridoren, Sanitäräumen, Waschküchen, Abstell- und Kellerräumen, nicht ausgebauten Speichern, nicht bewohnbaren Anbau-räumen, Garagen, beruflich genutzten Räumen;

8° Schalldämpfung: die Norm-Schallpegeldifferenz "Dn, T";

9° Arbeiten: die in der Anlage des vorliegenden Erlasses angeführten Schalldämmungsarbeiten, wenn diese in dem in Artikel 7, § 2, erwähnten Vorentwurf angegeben und von einem Unternehmer im Sinne des nachstehenden Punktes 10 durchgeführt werden.

Der Begriff "Betrag der Arbeiten" betrifft einen Betrag ohne Mehrwertsteuer;

10° Unternehmer: die Betriebe, die den durch den Minister festgelegten Vorschriften entsprechen;

11° Privattaxator: der solidarische und gemeinsame Zusammenschluss eines Architekten und eines Ingenieurs für Akustik, die den durch den Minister festgelegten Vorschriften entsprechen;

12° Beihilfe: finanzielle Beihilfe.

KAPITEL II — Anwendungsbereich

Art. 2 - § 1. Die Region gewährt zu den durch den vorliegenden Erlass festgelegten Bedingungen eine Beihilfe, um in Wohngebäuden die Installierung von Vorrichtungen zu fördern, die zur Senkung des durch die Tätigkeiten in den unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen verursachten Lärms, zu dessen Absorption oder zur Behebung dessen Nachteile bestimmt sind.

§ 2. Eigenschaften des Wohnhauses:

Das Wohnhaus muss in der Zone B des Lärmbelastungsplans der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen liegen.

Im Falle von Gebäuden mit mehreren Wohnungen werden die Arbeiten für die gemeinschaftlichen Gebäudeteile lediglich dann berücksichtigt, wenn die gesamten Wohnungen Gegenstand eines Antrags auf Beihilfe sind. In diesem Fall werden die Arbeiten für die gemeinschaftlichen Gebäudeteile für jeden Antrag im Verhältnis zu den ungeteilten Parteien, die mit der betreffenden Wohnung verbunden sind, in Betracht gezogen.

§ 3. Akustische Leistungen:

Für den Flughafen von Lüttich-Bierset stellt das zu erreichende Leistungsziel in dem oder den Hauptschlaf-raum(en) der Wohnhäuser eine Schalldämpfung von 42dB(A) dar.

Für den Flughafen von Lüttich-Bierset und den Flughafen von Charleroi-Brüssel Süd stellt das zu erreichende Leistungsziel in dem oder den Hauptwohnraum(en) der Wohnhäuser eine Schalldämpfung von 38dB(A) dar.

Der Minister legt die Modalitäten für die Kontrolle der Schalldämpfung fest.

§ 4. Besonderheit der Beihilfe: Für ein und dieselbe Wohnung kann die Beihilfe lediglich einmal gewährt werden. Sie kann jedoch unter Umständen innerhalb der Grenzen der in Artikel 3 des vorliegenden Erlasses erwähnten Beträge Gegenstand eines zusätzlichen Antrags sein, wenn eine Änderung der Familienlage nachgewiesen werden kann.

Für die im Rahmen des vorliegenden Erlasses bezuschussten Arbeiten kann die Beihilfe nicht zugleich mit einer anderen, von der Region gewährten Beihilfe bezogen werden.

KAPITEL III — Höhe der Beihilfe

Art. 3 - § 1. Die Höhe der Beihilfe für den Flughafen von Lüttich-Bierset wird auf 100% des Betrags der in der in Kapitel VII erwähnten Zustellung angegebenen Arbeiten festgelegt, ohne dass sie 15 000 Euro oder BEF 605 099 überschreiten darf.

Falls mehr als vier Personen in ein und derselben Wohnung wohnhaft sind, kann diese Höchstbetragsgrenze pro zusätzliche wohnhafte Person um 15% proportional zu der Anzahl der bereits vorhandenen Schlafräume im Sinne von Artikel 1, 6°, erhöht werden.

§ 2. Die Höhe der Beihilfe für den Flughafen von Charleroi-Brüssel Süd wird auf 100% des Betrags der in der in Kapitel VII erwähnten Zustellung angegebenen Arbeiten festgelegt, ohne dass sie 10 000 Euro oder BEF 403 399 überschreiten darf.

§ 3. Die Höhe der Beihilfe wird um die Kosten für die Einschaltung des Privattaxators erhöht, ohne dass sie gemäß den Bestimmungen eines in einem Ministerialerlass wiedergegebenen Rahmenabkommens über der im gegenseitigen Einvernehmen zwischen der Wallonischen Region und der Gruppe vereinigter Akustiker und Architekten festgelegten Höchstbetragsgrenze liegen darf.

Die Vorentwurfsakte wird von dem Privattaxator ausgearbeitet, der sich zur Einhaltung der von der Region im Einvernehmen mit den betroffenen Berufsvereinigungen festgelegten Tarife verpflichtet.

§ 4. Der Minister erstellt ein Musterabkommen zwischen dem Antragsteller und dem Privattaxator, in dem die Aufgaben, Verantwortungen, Honorare und deren Einlösung festgelegt werden. Dieses Abkommen wird den Antragstellern innerhalb ihrer vertraglichen Beziehungen mit den Privattaxatoren vorgeschlagen.

§ 5. Falls jedoch die von dem Privattaxator ausgearbeitete Vorentwurfsakte den Nachweis erbringt, dass der in den Paragraphen 1 und 2 erwähnte Betrag für die Beihilfe unzureichend ist, wird die Akte einem durch die Region bezeichneten unabhängigen Experten zur Begutachtung unterbreitet. Der Bericht dieses Experten wird zur gleichlautenden Begutachtung einem technischen Ausschuss übermittelt, dessen Zusammensetzung und Ziele von der Regierung festgelegt werden.

Der Minister kann auf der Grundlage dieses gleichlautenden Gutachtens von dem Höchstbetrag der Beihilfe abweichen.

KAPITEL IV — Antragsverfahren

Art. 4 - Der Antragsteller richtet seinen Antrag auf Beihilfe per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung bei der Post mittels eines Formulars, dessen Form und Inhalt von dem Minister festgelegt werden, an die Einrichtung.

Art. 5 - § 1. Ist die Akte vollständig, stellt die Einrichtung dem Antragsteller innerhalb von fünfundvierzig Tagen ab dem Eingang des Formulars per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung bei der Post ihren Annahme- oder Zurückweisungsbeschluss zu.

§ 2. Ist die Akte unvollständig, übermittelt die Einrichtung dem Antragsteller innerhalb der gleichen Frist per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung bei der Post ein Verzeichnis der fehlenden Unterlagen und erläutert, dass das Verfahren ab dem Eingang der Letzteren neu beginnt.

§ 3. In Ermangelung eines Beschlusses seitens der Einrichtung kann der Antragsteller innerhalb der gleichen Frist den Verantwortlichen der Einrichtung auffordern, einen Beschluss bezüglich seiner Akte zu fassen.

Art. 6 - § 1. Der Antragsteller kann beim Minister per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung bei der Post einen begründeten Einspruch einlegen:

1. innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang des in Artikel 5, § 1, erwähnten Zurückweisungsbeschlusses;
2. innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang des in Artikel 5, § 3, erwähnten Zurückweisungsbeschlusses des Verantwortlichen der Einrichtung.

§ 2. Innerhalb von sechzig Tagen ab dem Eingang des Einspruchs stellt der Minister dem Antragsteller seinen Beschluss zu.

In Ermangelung dessen kann der Antragsteller innerhalb von fünfzehn Tagen per Einschreiben bei der Post ein Erinnerungsschreiben an den Minister richten.

Falls der Minister seinen Beschluss nicht innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang des Erinnerungsschreibens zugesandt hat, gilt der Beschluss, gegen den Einspruch erhoben wurde, als bestätigt.

KAPITEL V — Vorentwurfsakte und Veranschlagung der Arbeiten

Art. 7 - § 1. Innerhalb von neunzig Tagen ab dem Datum der Empfangsbescheinigung des Antrags richtet die Einrichtung die architektonische und akustische Bestandsaufnahme des Wohnhauses an den Antragsteller.

Der Antragsteller und der von dem Letzteren ausgewählte Privattaxator verfügen über eine Frist von fünfzehn Tagen, um sie zu überprüfen und die Einrichtung über eventuelle Bemerkungen zu informieren. Falls erforderlich wird innerhalb von dreißig Tagen eine neue kontradiktorische Bestandsaufnahme durchgeführt.

§ 2. Auf der Grundlage der in dem vorhergehenden Paragraphen erwähnten Bestandsaufnahme erstellt der Privattaxator eine Vorentwurfsakte, deren Inhalt von dem Minister festgelegt wird und die insbesondere eine Beschreibung des Wohngebäudes, die Bestimmung der für die Schalldämmungsarbeiten in Betracht gezogenen Schlaf- und Wohnräume, die in jedem zu behandelnden Raum zu erreichende Schalldämmung, sowie das zumindest die Liste, Beschreibung, Vorrangreihenfolge und Veranschlagung der Kosten für die auszuführenden Arbeiten enthaltende Lastenheft beinhaltet.

Der Privattaxator verpflichtet sich zu den in der Akte vorgeschlagenen technischen Lösungen.

Die bezuschussbaren Schalldämmungsarbeiten sind diejenigen, die in der Anlage des vorliegenden Erlasses angeführt werden.

Diese Vorentwurfsakte wird von dem Antragsteller an die Einrichtung übermittelt.

Art. 8 - § 1. Die Einrichtung verfügt über eine Frist von dreißig Tagen, um dem Antragsteller per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung bei der Post ihre Zustimmung zu dem administrativen Inhalt der Akte zuzustellen.

Die Einrichtung behält sich jedoch das Recht vor, dem Antragsteller eventuelle Bemerkungen mitzuteilen.

§ 2. Innerhalb derselben Frist und in Ermangelung der Zustimmung sendet die Einrichtung per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung bei der Post die Akte unter Beifügung ihrer Bemerkungen an den Antragsteller zurück und benachrichtigt ihn, dass das Verfahren ab dem Eingang der vervollständigten Vorentwurfsakte neu beginnt.

§ 3. In Ermangelung eines innerhalb dieser Frist eingesandten Beschlusses kann der Antragsteller den Verantwortlichen der Einrichtung auffordern, einen Beschluss bezüglich der Vorentwurfsakte zu fassen.

Art. 9 - Falls sich aus Gründen der technischen oder städtebaulichen Besonderheiten eines Wohngebäudes keine Lösung finden lässt, kann die Einrichtung ausnahmsweise auf der Grundlage eines von dem in Artikel 3, § 5, erwähnten Ausschuss erstellten technischen Berichts ihre Zustimmung zur Durchführung der Arbeiten verweigern und den Rückkauf des Gebäudes nach einem freihändigen Verfahren vorschlagen. Der Minister legt die Anwendungsmodalitäten dieser Bestimmung fest.

Art. 10 - § 1. Der Antragsteller kann beim Minister innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang des in Artikel 8, § 2, in Artikel 8, § 3, und in Artikel 9 erwähnten Beschlusses per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung bei der Post einen begründeten Einspruch einlegen.

§ 2. Innerhalb von sechzig Tagen ab dem Eingang des Einspruchs stellt der Minister dem Antragsteller seinen Beschluss zu.

In Ermangelung dessen kann der Antragsteller innerhalb von fünfzehn Tagen per Einschreiben bei der Post ein Erinnerungsschreiben an den Minister richten.

Falls der Minister seinen Beschluss nicht innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang des Erinnerungsschreibens zugesandt hat, gilt der Beschluss, gegen den Einspruch erhoben wurde, als bestätigt.

KAPITEL VI — *Ausführung der Arbeiten*

Art. 11 - § 1. Die Arbeiten können lediglich ab der Zustellung der Genehmigung des administrativen Inhalts der Vorentwurfsakte durch die Einrichtung und nach der Zurateziehung eines oder mehrerer in Artikel 1, 10 erwähnter Unternehmer auf der Grundlage der von dem Privattaxator erstellten Vorentwurfsakte vorgenommen werden.

Die der Anwendung des Artikels 84 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe unterliegenden Arbeiten können nicht vor Erhalt der erforderlichen Städtebaugenehmigung begonnen werden.

§ 2. Die Arbeiten müssen innerhalb von vierundzwanzig Monaten ab der Zustellung der Genehmigung der Vorentwurfsakte durchgeführt werden. Der Privattaxator muss deren Überwachung gewährleisten.

Unter außergewöhnlichen Umständen kann der Minister diese Frist um zwölf Monate verlängern.

Der ordnungsgemäß begründete Verlängerungsantrag ist dreißig Tage vor Ablauf der Frist von vierundzwanzig Monaten per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung bei der Post einzureichen.

§ 3. Die Einrichtung behält sich das Recht vor, während der Ausführung der Arbeiten, sowie nach deren Beendigung den Ort zu besichtigen.

KAPITEL VII — *Auszahlung der Beihilfe für die Schalldämmung*

Art. 12 - § 1. Um die Auszahlung der Beihilfe zu erhalten, richtet der Antragsteller per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung bei der Post eine von dem Privattaxator und dem Unternehmer zusammen unterzeichnete Erklärung zur Fertigstellung der Arbeiten, deren Form von dem Minister festgelegt wird, an die Einrichtung.

Der Antragsteller fügt dieser jegliche Unterlage bei, durch die nachgewiesen werden kann, dass die Arbeiten tatsächlich ausgeführt wurden, einschließlich der diesbezüglichen Rechnungen und der Honorarrechnung für die Dienstleistungen des Privattaxators.

Dieser Erklärung wird außerdem die Bescheinigung des Privattaxators beigelegt, die das unter Bezugnahme der in der in Artikel 7, § 2, erwähnten Vorentwurfsakte festgelegten Zielsetzung erreichte Ergebnis der Schalldämmung garantiert.

§ 2. Innerhalb von sechzig Tagen ab dem Eingang der in dem vorhergehenden Paragraphen erwähnten Unterlagen kann die Einrichtung überprüfen, ob die in Artikel 2, § 3, des vorliegenden Erlasses erwähnte akustische Leistung erzielt wird. Der Minister legt die Modalitäten für die Abnahme der Arbeiten fest.

Innerhalb derselben Frist stellt die Einrichtung dem Antragsteller nach Überprüfung der Konformität der in dem vorhergehenden Paragraphen erwähnten Erklärung zur Fertigstellung der Arbeiten und Bescheinigung des Privattaxators mit der Vorentwurfsakte per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung bei der Post ihren endgültigen Gewährungsbeschluss zu, in dem die Berechnung des Betrags der gewährten Beihilfe im Einzelnen angegeben wird, und nimmt die Auszahlung der Beihilfe vor.

Innerhalb derselben Frist und in Ermangelung der Zustimmung teilt die Einrichtung dem Antragsteller die Gründe mit, für die ein solcher endgültiger Beschluss ihm nicht zugestellt werden kann und erläutert, dass das Verfahren ab dem Eingang der in dem Paragraphen 1 erwähnten Unterlagen neu beginnt.

In Ermangelung eines innerhalb dieser Frist eingesandten Beschlusses kann der Antragsteller den Verantwortlichen der Einrichtung auffordern, einen Beschluss bezüglich des endgültigen Beschlusses zum Betrag der gewährten Beihilfe zu fassen.

Der Minister legt die Bedingungen und Modalitäten für die Auszahlung der Beihilfe fest.

Art. 13 - § 1. Der Antragsteller kann beim Minister innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang des in Artikel 12, § 2, Absätze 2, 3 und 4, erwähnten Beschlusses per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung bei der Post einen begründeten Einspruch einlegen.

§ 2. Innerhalb von sechzig Tagen ab dem Eingang des Einspruchs stellt der Minister dem Antragsteller seinen Beschluss zu.

In Ermangelung dessen kann der Antragsteller innerhalb von fünfzehn Tagen per Einschreiben bei der Post ein Erinnerungsschreiben an den Minister richten.

Falls der Minister seinen Beschluss nicht innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang des Erinnerungsschreibens zugesandt hat, gilt der Beschluss, gegen den Einspruch erhoben wurde, als bestätigt.

KAPITEL VIII — *Rückerstattung der Beihilfe*

Art. 14 - Falls die Einrichtung feststellt, dass die in Artikel 2, § 3, erwähnten akustischen Leistungen nicht erzielt wurden, sind der Privattaxator und der Unternehmer, die die Arbeiten durchgeführt haben, innerhalb einer Frist, die hundertzwanzig Tage nicht überschreiten darf, verpflichtet, alle erforderlichen Vorkehrungen zu treffen, um diese Situation wirksam zu beheben. Nach Ablauf dieser Frist und falls die akustischen Leistungen noch immer nicht erreicht werden, sind der Privattaxator und der Unternehmer solidarisch verpflichtet, den Betrag der Beihilfe unverzüglich zurückzuerstatten. Die Eintreibung wird auf Veranlassung der Verwaltung von der Abteilung Finanzverwaltung des Ministeriums der Wallonischen Region durchgeführt.

Art. 15 - Falls die Einrichtung feststellt, dass die dem Antragsteller durch den vorliegenden Erlass auferlegten Bedingungen nicht eingehalten werden, ist dieser verpflichtet, den Betrag der Beihilfe unverzüglich zurückzuerstatten. Die Eintreibung wird auf Veranlassung der Verwaltung von der Abteilung Finanzverwaltung des Ministeriums der Wallonischen Region durchgeführt.

KAPITEL IX — *Übergangs- oder Sonderbestimmungen*

Art. 16 - Unter außergewöhnlichen Umständen kann der Minister eine Abweichung von den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses gewähren.

Art. 17 - Der Minister ist befugt, den Anwendungsbereich der in den Artikeln 3, § 1, und 3, § 2, vorgesehenen Bestimmungen auf die in Artikel 1, 3°, erwähnten, in den Zonen C und D und außerhalb der Zonen des Lärmbelastungsplans, so wie dieser von der Regierung festgelegt wurde, ansässigen Personen zu erweitern, und zwar unter der einzigen Bedingung, dass nachgewiesen werden kann, dass diese eine in L_{dn} ausgedrückte Lärmbelastung von 65 dB (A) oder mehr und von weniger als 70 dB (A), so wie dieser Lärmindex in Artikel 1bis des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung festgelegt wird, erleiden.

Der Minister legt die Bedingungen fest, unter denen der Nachweis erbracht wird, dass eine Person eine in L_{dn} ausgedrückte Lärmbelästigung von 65 dB (A) oder mehr und von weniger als 70 dB (A) erleidet, sowie die Modalitäten für die Einreichung des Antrags und für die Auszahlung der Beihilfe und die damit verbundenen Fristen.

KAPITEL X — *Schlussbestimmungen*

Art. 18 - Für den Flughafen von Lüttich-Bierset tritt der vorliegende Erlass am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft und für jeden anderen unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughafen tritt er am Tag der Veröffentlichung des Erlasses zur Abgrenzung der Zone B im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 19 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung der Flughäfen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 31. Mai 2001

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

ANLAGE 1

Liste der bezuschussbaren Arbeiten.

Auswechslung der vorhandenen Fensterscheiben durch akustisch hochleistungsfähige Scheiben.

Auswechslung des Außenholzwerks (Rahmen und Fenster).

Anbringung von Vorsatzfenstern.

Einbau von akustischen Lufteinlassöffnungen.

Auswechslung der Innentüren und Zugangsluken.

Anbringung einer Doppelung der Dachflächen oder Verstärkung der Dachverkleidung.

Anbringung einer Doppelung der Speicherdecke.

Anbringung einer akustischen Zwischendecke.

Anlegung eines Schalldämpfers (Kamin, Abzughäube, usw...).

Verstopfen von Lufteinlässen.

Anbringung einer mechanischen Belüftung.

Akustische Verstärkung und/oder Zumauern der Rollladenkästen.

Akustische Verstärkung und/oder Zumauern der Briefkästen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Mai 2001 zur Festlegung der auf die in der zweiten Zone (Zone B) des Lärmbelastungsplans der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, gelegenen Wohnhäuser anwendbaren Begleitmaßnahmen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 31. Mai 2001.

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

VERTALING

WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 2001 — 1700

[C — 2001/27356]

31 MEI 2001. — **Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van begeleidingsmaatregelen voor de woongebouwen gelegen in de tweede zone (zone B) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 23 juni 1994 betreffende de oprichting en de uitbating van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en vliegvelden;

Gelet op de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, inzonderheid op artikel 1bis;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 20 april 2000 betreffende de raamovereenkomst inzake de voorwaarden voor de ontwikkeling van de gewestelijke luchthavens en de desbetreffende milieumaatregelen;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering van 8 november 2000 over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen uiterlijk één maand;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 november 2000;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 8 november 2000;

Gelet op het advies nr. 30.921/4 van de Raad van State, gegeven op 9 maart 2001, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State;

Overwegende dat met het oog op een duurzame ontwikkeling dringend gepaste oplossingen gevonden moeten worden om de negatieve gevolgen te beperken in de tweede, derde en vierde zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren;

Overwegende dat het plan m.b.t. de blootstelling aan luchthavengeluidshinder, opgemaakt op basis van een permanente inventarisatie van de blootstellingsniveaus en aangevuld met begeleidingsmaatregelen die het voorwerp zijn van dit besluit, doeltreffend anticipeert op de aanbevelingen van het vijfde milieu-actieprogramma van de Europese Unie;

Overwegende dat het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder geografische zones uitstippelt waar als gevolg van het verplichte gebruik van dezelfde luchtweg voor opstijgingen en landingen de Regering een permanente geluidsoverlast vaststelt waarbij de waarde van de geluidsindicator L_{dn} de volgende is :

- in zone A : 70 dB (A) ≤ L_{dn};
- in zone B : 65 dB (A) ≤ L_{dn} < 70 dB (A);
- in zone C : 60 dB (A) ≤ L_{dn} < 65 dB (A);
- in zone D : 55 dB (A) ≤ L_{dn} < 60 dB (A);

Overwegende dat voor zone B maatregelen moeten worden bepaald die de plaatsing van voorzieningen bevorderen om het geluid te verminderen, te dempen of om de nadelen ervan te verhelpen in de gebouwen die geheel of gedeeltelijk als woning worden gebruikt;

Overwegende dat daarbij een onderscheiding moet worden gemaakt tussen de maatregelen genomen voor de luchthavens al naar gelang ze al dan niet tussen 22 uur en 7 uur worden gebruikt;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheden het beheer van de luchthavens behoort;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Minister : de Minister tot wiens bevoegdheden het beheer van de luchthavens behoort;

2° instelling : het Directoraat-generaal Technische Diensten van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer of de door de Regering aangewezen instelling;

3° hoofd van de instelling : de secretaris-generaal van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer of de persoon belast met het dagelijkse beheer van de instelling of zijn afgevaardigde;

4° aanvrager : * de natuurlijke persoon, de publiekrechtelijke rechtspersoon of de rechtspersoon van openbaar nut of de privaatrechtelijke rechtspersoon die op de datum van inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van de zone B :

- eigenaar is van een woongebouw;
- drager is van een recht van erfpacht of opstal op een woongebouw;
- voor hetzelfde woongebouw houder is van een huurcontract dat niet verstrijkt vóór een termijn van twee jaar na de verzending van de aanvraag om tegemoetkoming bedoeld in artikel 4;
- drager is van een recht van vruchtgebruik;

* in de zin van dit besluit wordt ook als eigenaar beschouwd de persoon die het gebouw bij schenking of door erfopvolging verkrijgt van een persoon die bovenvermelde voorwaarden vervult;

5° woongebouw : het goed dat op de datum van de aanvraag uitsluitend of gedeeltelijk als woning wordt gebruikt en dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een bouwvergunning of een stedenbouwkundige vergunning vóór de datum van inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van zone B. Dit geldt ook voor goederen die reeds bestonden voor de inwerkingtreding van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw, met name 22 april 1962;

6° voornaamste nachtruimten : elke ingerichte slaapkamer per persoon die op de datum van de aanvraag om tegemoetkoming woonachtig is in het bedoelde woongebouw;

7° voornaamste dagruimten : elke andere kamer, kamergedeelte of binnenruimte dan de voorhallen, gangen, sanitaire ruimten, washokken, berghokken, kelders, niet ingerichte zolders, onbewoonbare bijgebouwen, garages, lokalen voor professionele doeleinden;

8° geluidsvermindering : de genormaliseerde geluidsisolatie "Dn, T" route;

9° werken : de in bijlage bij dit besluit bedoelde geluidsisolatiwerken als ze vermeld worden in het voorontwerpdossier bedoeld in artikel 7, § 2, en als ze uitgevoerd worden door een ondernemer zoals omschreven in 10°.

Met "bedrag van de werken" wordt een bedrag exclusief BTW bedoeld;

10° ondernemer : onderneming die aan de door de Minister bepaalde voorschriften voldoet;

11° privé-schatter : solidaire vereniging van een architect en een in de akoestiek gespecialiseerde ingenieur die aan de door de Minister bepaalde voorschriften voldoet;

12° tegemoetkoming : financiële hulp.

HOOFDSTUK II. — *Toepassingsgebied*

Art. 2. § 1. Het Gewest verleent onder de in dit besluit bepaalde voorwaarden een tegemoetkoming om woongebouwen uit te rusten met voorzieningen die de door de activiteiten van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens veroorzaakte geluidshinder moet helpen verminderen, dempen of de nadelen ervan verhelpen.

§ 2. Kenmerken van het woongebouw :

Het woongebouw moet gelegen zijn in de zone B van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens.

Als het gebouw uit verschillende woningen bestaat, worden de werken betreffende de gemeenschappelijke gedeelten van de woning slechts in aanmerking genomen als een tegemoetkoming wordt gevraagd voor het geheel van de woningen. In dat geval worden de werken betreffende de gemeenschappelijke gedeelten voor elke aanvraag in aanmerking genomen naar rata van de onverdeelde gedeelten die deel uitmaken van de woning waarvoor de aanvraag wordt ingediend.

§ 3. Geluidsniveaus :

Voor de luchthaven Luik-Bierset is het de bedoeling een geluidsvermindering van 42db (A) te verkrijgen in de voornaamste nachtruimte(n) van de woongebouwen.

Voor de luchthavens Luik-Bierset en Charleroi-Brussel-Zuid is het de bedoeling een geluidsvermindering van 38db (A) te verkrijgen in de voornaamste dagruimte(n) van de woongebouwen.

De Minister bepaalt de modaliteiten voor de controle op de geluidsvermindering.

§ 4. Specificiteit van de tegemoetkoming : voor dezelfde woning mag de tegemoetkoming slechts één keer worden verleend maar al naar gelang de gezinstoestand kan eventueel een bijkomende aanvraag worden ingediend, met inachtneming van de bedragen bedoeld in artikel 3 van dit besluit.

Voor de werken die in het kader van dit besluit gesubsidieerd worden, mag de tegemoetkoming niet gecumuleerd worden met een andere tegemoetkoming die door het Gewest wordt verleend.

HOOFDSTUK III. — *Bedrag van de tegemoetkoming*

Art. 3. § 1. Voor de luchthaven Luik-Bierset wordt het bedrag van de tegemoetkoming vastgelegd op 100 % van het bedrag van de werken vermeld in de in hoofdstuk VII bedoelde kennisgeving en mag het niet hoger zijn dan 15 000 euro of BEF 605 099.

Als meer dan vier personen in dezelfde woning woonachtig zijn, wordt dat plafond verhoogd met 15 % per bijkomende woonachtige persoon en ten belope van het aantal bestaande nachtruimten zoals omschreven in artikel 1, 6°.

§ 2. Voor de luchthaven Charleroi-Brussel-Zuid wordt het bedrag van de tegemoetkoming vastgelegd op 100 % van het bedrag van de werken vermeld in de in hoofdstuk VII bedoelde kennisgeving en mag het niet hoger zijn dan 10 000 euro of BEF 403 399.

§ 3. Het bedrag van de tegemoetkoming wordt verhoogd met de kosten van de tussenkomst van de privé-schatter en mag niet hoger zijn dan een plafond dat eenstemmig wordt vastgelegd door het Waalse Gewest en de groep van de verenigde akoestiek-specialisten en architecten, overeenkomstig de bepalingen van een in een ministerieel besluit gegoten raamovereenkomst.

Het voorontwerpdossier wordt aangelegd door de privé-schatter, die zich ertoe verbindt de tarieven in acht te nemen die het Gewest vastlegt in overleg met de verenigingen van de betrokken specialisten.

§ 4. De Minister voert tussen de aanvrager en de privé-schatter een modelovereenkomst in die voorziet in de opdrachten, de verantwoordelijkheden, de honoraria en de wijze waarop deze betaald worden. De overeenkomst wordt voorgelegd aan de aanvragers in hun contractuele banden met de privé-schatters.

§ 5. Wanneer het door de privé-schatter aangelegde voorontwerpdossier evenwel vaststelt dat het in de §§ 1 en 2 bedoelde tegemoetkomingsbedrag onvoldoende is, wordt het dossier voor advies onderworpen aan een door het Gewest aangewezen zelfstandige deskundige. Het verslag van die deskundige wordt voor eensluidend advies overgemaakt aan een technische commissie waarvan de samenstelling en het doel door de Regering worden bepaald.

De Minister mag op basis van het eensluidend advies afwijken van het maximumbedrag van de tegemoetkoming.

HOOFDSTUK IV. — *Aanvraagprocedure*

Art. 4. De aanvraag om tegemoetkoming wordt bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs ingediend bij de instelling aan de hand van een formulier waarvan de vorm en de inhoud door de Minister worden bepaald.

Art. 5. § 1. Als het dossier volledig is, geeft de instelling de aanvrager binnen vijfenveertig dagen na ontvangst van het formulier bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs kennis van haar beslissing waarbij ze de aanvraag aanvaardt of verwerpt.

§ 2. Als het dossier onvolledig is, bezorgt de instelling de aanvrager binnen dezelfde termijn bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs een lijst van de ontbrekende stukken en benadrukt ze dat de procedure hervat wordt zodra ze die stukken in ontvangst neemt.

§ 3. Als de instelling geen beslissing heeft genomen binnen dezelfde termijn, mag de aanvrager het hoofd van de instelling erom verzoeken zich uit te spreken over het dossier.

Art. 6. § 1. De aanvrager mag een met redenen omkleed beroep bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs bij de Minister indienen :

1. binnen dertig dagen na ontvangst van de in artikel 5, § 1, bedoelde beslissing waarbij de aanvraag verworpen wordt;

2. binnen dertig dagen na ontvangst van de in artikel 5, § 3, bedoelde beslissing waarbij het hoofd van de instelling de aanvraag verwerpt.

§ 2. De Minister geeft de aanvrager kennis van zijn beslissing binnen zestig dagen na ontvangst van het beroep.

Zo niet mag de aanvrager de Minister binnen vijftien dagen een rappelbrief toesturen bij ter post aangetekend schrijven.

Als de Minister zijn beslissing niet verzendt binnen dertig dagen na ontvangst van de rappelbrief wordt de beslissing waartegen beroep is ingesteld, bevestigd.

HOOFDSTUK V — *Voorontwerpdossier en schatting van de werken*

Art. 7. § 1. Binnen negentig dagen na de datum van het ontvangstbewijs van de aanvraag richt de instelling de architecturale en akoestische plaatsbeschrijving van het woongebouw aan de aanvrager.

De aanvrager en de door hem gekozen privé-schatter beschikken over vijftien dagen om de plaatsbeschrijving te onderzoeken en om eventuele opmerkingen aan de instelling mee te delen. Desnoods wordt binnen dertig dagen gezamenlijk een nieuwe plaatsbeschrijving uitgevoerd.

§ 2. Op grond van de in de vorige paragraaf bedoelde plaatsbeschrijving legt de privé-schatter het voorontwerpdossier aan, waarvan de inhoud door de Minister wordt bepaald, met name de volgende gegevens: een beschrijving van het woongebouw, de omschrijving van de nacht- en dagruimten waarin geluidsisolatiwerken uitgevoerd zullen worden, de geluidsvermindering die moet worden verkregen in de te isoleren kamers, alsmede het bestek met op zijn minst de lijst, de beschrijving, de voorrangsorte en de schatting van de kosten van de uit te voeren werken.

De privé-schatter verbindt zich tot de technische oplossingen die in het dossier worden voorgesteld.

De in de bijlage bij dit besluit vermelde geluidsisolatiwerken zijn subsidieerbaar.

Het voorontwerpdossier wordt door de aanvrager overgemaakt aan de instelling.

Art. 8. § 1. De instelling beschikt over dertig dagen om de aanvrager bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs mee te delen dat zij de administratieve inhoud van het dossier heeft goedgekeurd.

De instelling behoudt zich evenwel het recht voor om eventuele opmerkingen mee te delen aan de aanvrager.

§ 2. Bij gebrek aan goedkeuring stuurt de instelling binnen dezelfde termijn het dossier en haar opmerkingen bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs terug naar de aanvrager en verduidelijkt ze dat de procedure hervat wordt zodra ze het volledige voorontwerpdossier in ontvangst neemt.

§ 3. Bij gebrek aan beslissing binnen dezelfde termijn kan de aanvrager het hoofd van de instelling erom verzoeken een beslissing over het voorontwerpdossier te nemen.

Art. 9. Als technische of stedenbouwkundige specificiteiten van een woongebouw een oplossing in de weg staan, kan de instelling bij wijze van uitzondering en op grond van een technisch verslag opgemaakt door de in artikel 3, § 5, bedoelde commissie weigeren de uitvoering van de werken goed te keuren en voorstellen het gebouw volgens de onderhandse procedure terug te kopen. De Minister bepaalt de regels voor de toepassing van deze bepaling.

Art. 10. § 1. De aanvrager mag een met redenen omkleed beroep bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs bij de Minister indienen binnen dertig dagen na ontvangst van de beslissing bedoeld in artikel 8, § 2 en § 3, en in artikel 9.

§ 2. De Minister stelt de aanvrager in kennis van zijn beslissing binnen zestig dagen na ontvangst van het beroep.

Bij gebrek daaraan kan de aanvrager de Minister binnen vijftien dagen een rappelbrief toesturen bij ter post aangetekend schrijven.

Als de Minister zijn beslissing niet verzendt binnen dertig dagen na ontvangst van de rappelbrief, wordt de beslissing waartegen beroep is ingesteld, bevestigd.

HOOFDSTUK VI — *Uitvoering van de werken*

Art. 11. § 1. De werken mogen pas beginnen na de datum van de kennisgeving van de goedkeuring door de instelling van de administratieve inhoud van het voorontwerpdossier en na raadpleging van één of meer ondernemers bedoeld in artikel 1, 10°, op grond van het door de privé-schatter aangelegde uitvoeringsdossier.

De werken die onder artikel 84 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium vallen, mogen niet beginnen zonder de vereiste stedenbouwkundige vergunning.

§ 2. De werken moeten uitgevoerd worden binnen vierentwintig maanden na de kennisgeving van de goedkeuring van het voorontwerpdossier. De privé-schatter wordt belast met de opvolging ervan.

In buitengewone omstandigheden kan de Minister die termijn verlengen met twaalf maanden. De behoorlijk met redenen omklede aanvraag om verlenging moet dertig dagen voor het verstrijken van de termijn van vierentwintig maanden bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs ingediend worden.

§ 3. De instelling behoudt zich het recht voor om de plaats te bezichtigen, zowel gedurende als na afloop van de werken.

HOOFDSTUK VII. — *Betaling van de tegemoetkoming voor geluidsisolatie*

Art. 12. § 1. Om de betaling van de tegemoetkoming te verkrijgen bezorgt de aanvrager de instelling bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs een door de privé-schatter en de ondernemer ondertekende verklaring omtrent de voltooiing van de werken. Het model van de verklaring wordt door de Minister bepaald.

Bij de verklaring voegt de aanvrager elk bewijsstuk van de effectieve uitvoering van de werken, met inbegrip van de desbetreffende facturen en de honorarianota betreffende de prestaties van de privé-schatter.

De verklaring gaat bovendien vergezeld van een attest waarin de privé-schatter de geluidsvermindering bevestigt die verkregen werd in verhouding tot de doelstelling nagestreefd in het voorontwerpdossier bedoeld in artikel 7, § 2.

§ 2. Binnen zestig dagen na ontvangst van de in de vorige paragraaf bedoelde documenten mag de instelling nagaan of het in artikel 2, § 3, van dit besluit bedoelde geluidsniveau bereikt is. De Minister bepaalt de modaliteiten om de maatregelen voor de oplevering van de werken vast te leggen.

De instelling stelt de aanvrager binnen dezelfde termijn bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs in kennis van haar definitieve toekenningsbeslissing die vergezeld gaat van de gedetailleerde berekening van het tegemoetkomingsbedrag en vereffent dat bedrag. Maar eerst gaat ze na of de in de vorige paragraaf bedoelde verklaring omtrent de voltooiing van de werken en het attest van de privé-schatter overeenstemmen met het voorontwerpdossier.

Bij gebrek aan goedkeuring stelt de instelling de aanvrager binnen dezelfde termijn in kennis van de redenen waarom hem geen definitieve beslissing kan worden betekend en verduidelijkt ze dat de procedure hervat wordt na ontvangst van de documenten bedoeld in § 1.

Bij gebrek aan beslissing binnen dezelfde termijn kan de aanvrager het hoofd van de instelling erom verzoeken zich uit te spreken over de definitieve beslissing betreffende het bedrag van de tegemoetkoming. De Minister bepaalt de voorwaarden en de modaliteiten voor de betaling van de tegemoetkoming.

Art. 13. § 1. De aanvrager kan een met redenen omkleed beroep bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs bij de Minister indienen binnen dertig dagen na ontvangst van de beslissing bedoeld in artikel 12, § 2, tweede, derde en vierde lid.

§ 2. Binnen zestig dagen na ontvangst van het beroep deelt de Minister zijn beslissing mee aan de aanvrager.

Bij gebrek daaraan kan de aanvrager de Minister binnen vijftien dagen een rappelbrief toesturen bij ter post aangetekend schrijven.

Als de Minister zijn beslissing niet toestuurt binnen dertig dagen na ontvangst van de rappelbrief, wordt de beslissing waartegen beroep is ingesteld, bevestigd.

HOOFDSTUK VIII — *Terugbetaling van de tegemoetkoming*

Art. 14. § 1. Als de instelling vaststelt dat de in artikel 2, § 3, bedoelde geluidsniveaus niet bereikt zijn, moeten de privé-schatter en de ondernemer die de werken hebben uitgevoerd, binnen maximum 120 dagen de nodige maatregelen nemen om de toestand doelmatig te verhelpen. Als de geluidsniveaus na afloop van die termijn niet bereikt zijn, moeten de privé-schatter en de ondernemer het bedrag van de tegemoetkoming zo spoedig mogelijk hoofdelijk terugbetalen. Het bedrag wordt op initiatief van het Bestuur ingevorderd door de Afdeling Thesaurie van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Art. 15. Als de instelling vaststelt dat de aanvrager de bij dit besluit voorgeschreven voorwaarden niet vervult, moet hij het bedrag van de tegemoetkoming zo spoedig mogelijk terugbetalen. Het bedrag wordt op initiatief van het Bestuur ingevorderd door de Afdeling Thesaurie van het Ministerie van het Waalse Gewest.

HOOFDSTUK IX. — *Overgangs- of bijzondere bepalingen*

Art. 16. In buitengewone omstandigheden kan de Minister van de bepalingen van dit besluit afwijken.

Art. 17. De Minister mag het toepassingsgebied van de bepalingen van de artikelen 3, § 1, en 3, § 2, uitbreiden tot de in artikel 1, 3°, bedoelde personen die woonachtig zijn in de zones C en D en buiten de zones van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder, zoals afgebakend door de Regering, voor zover bewezen is dat ze blootgesteld zijn aan een in L_{dn} uitgedrukte geluidshinder gelijk aan of hoger dan 65 dB (A) en kleiner dan 70 dB (A), zoals omschreven in artikel 1bis van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder.

De Minister bepaalt de voorwaarden waaronder wordt bewezen dat een persoon blootgesteld is aan een in L_{dn} uitgedrukte geluidshinder gelijk aan of hoger dan 65 dB (A) en kleiner dan 70 dB (A), alsmede de modaliteiten voor de indiening van de aanvraag en voor de betaling van de tegemoetkoming en de desbetreffende termijnen.

HOOFDSTUK X. — *Slopbepalingen*

Art. 18. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt voor de luchthaven Luik-Bierset en de dag waarop het besluit tot afbakening van de zone B in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt voor elke andere luchthaven van het Waalse Gewest.

Art. 19. De Minister tot wiens bevoegdheden het beheer van de luchthavens behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 31 mei 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

BIJLAGE 1

Lijst van de subsidieerbare werken
 Vervanging van de bestaande ramen door geluiddempende ramen.
 Vervanging van het buitentimmerwerk (ramen en deuren).
 Plaatsing van oplopende vensters.
 Plaatsing van geluiddempende luchtinlaten.
 Vervanging van de binnendeuren en toegangsluiken.
 Plaatsing van een bekleding op de dakhellingen of versterking van de bekleding.
 Plaatsing van een bekleding op de vloer van de vliering.
 Plaatsing van een geluiddempende tussenvloer.
 Plaatsing van een geluiddemper (schoorsteen, zuigkap, enz.).
 Het weer dichten van luchtinlaten.
 Plaatsing van een mechanische ventilatie.
 Akoestische versterking en/of afsluiting van de rolluikkisten.
 Akoestische versterking en/of afsluiting van de brievenbussen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2001 tot bepaling van begeleidingsmaatregelen voor de woongebouwen gelegen in de tweede zone (zone B) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens.

Namen, 31 mei 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA